

Une polémique qui cache la question sociale

M. Guéant esquive l'échec de l'intégration

Gilles Kepel

Politologue et spécialiste de l'islam

Dissimulée par le jargon économique envahissant la campagne présidentielle depuis le début, la question des banlieues populaires et du développement de l'islam de France a soudain fait irruption avec les propos du ministre de l'intérieur. Selon lui, « toutes les civilisations, toutes les pratiques, toutes les cultures, au regard de nos principes républicains, ne se valent pas ». Et de l'illustrer de deux exemples se rapportant au port du voile intégral ou niqab, prôné par les salafistes, et aux prières de rue le vendredi que Marine Le Pen avait comparées à l'invasion nazie.

Dans le camp adverse, on a dénoncé un « dérapage contrôlé et parfaitement volontaire », voire du « baratin pour porter une espèce de détestation des musulmans », dans un ballet fastidieux et convenu où l'hystérie des uns répond à l'occultation des autres : mais c'est en réalité la question sociale refoulée qui, sous le voile de l'islam, fait son retour dans un débat central, celui de notre grand roman national, qui est le propre de l'élection présidentielle.

Or, comme le note la revue *Esprit* dans sa dernière livraison, aucun candidat n'a su le prendre à bras-le-corps. Ce mutisme, cette myopie, touchant aux principaux enjeux de notre devenir citoyen, sont nourris par le calcul millimétré des supputations électoralistes, dans lequel sondeurs et communicants – ces sophistes de notre temps – dévoient le discours politique en considérations politiciennes.

Pourquoi ce débat poussif est-il soudain aiguillonné par la référence à l'islam de France ? Parce que le développement de celui-ci et les formes que prennent certaines manifestations des groupes les plus en rupture avec la République et ses valeurs communément partagées interrogent la fermeté de notre lien social et notre capacité intégratrice dans un contexte où le chômage est massif dans les banlieues pauvres. Ils questionnent aussi la signification de la laïcité, voire révoquent en doute la validité de la promesse citoyenne.

Lorsque des salafistes s'implantent dans la salle de prière d'une zone urbaine sensible où la moitié des jeunes non scolarisés sont sans emploi, dans une copropriété dégradée où la tuberculose refait son apparition, la médication politique ne peut se limiter à traiter le symptôme, il lui faut aussi soigner la cause. Mais par-delà ce constat, une tentation du repli qui ne concerne pas seulement une religion particulièrement (mais non exclusivement) pratiquée par les populations démunies se fait jour dans la France populaire de 2012 : les exacerbations identitaires y fabriquent des communautés fantasmées et soudées dans un rejet de l'autre – musulman, juif, *gaouri* « souchien » – auxquelles le Web 2.0 permet de pousser le délire jusqu'au paroxysme.

Elle se nourrit d'un malheur social et d'une désespérance qui touchent également le monde des petites agglomérations rurales, où le vote pour l'extrême droite et les conversions à l'islam le plus rigoriste pro-

èdent d'une même logique de rupture et d'une quête de sens à quoi les dissertations politiciennes sur la crise de l'euro ne savent plus répondre.

Ils sont « indignés ». Mais comment s'indignent-ils, par-delà l'injonction qu'a popularisée Stéphane Hessel à des millions d'exemplaires ? Si la promesse citoyenne n'est pas portée par un projet qui sait épouser, conduire, écrire les mots nouveaux de notre roman national, la balkanisation des identités antagoniques est inscrite sur les pages que laisse blanches le discours dilué de cette campagne électorale.

Au nombre de nos grands récits fondateurs, il y a eu une intégration sociale qui bouleverse les origines ethniques et de classe, est passée par le partage de la table et du lit – et que nous avons magnifiée dans notre gastronomie et notre érotisme, qui sont le meilleur de notre patrimoine et firent notre réputation universelle.

Dans les communes enclavées de Seine-Saint-Denis où nous avons enquêté avec l'équipe de l'Institut Montaigne en 2010 et 2011, là où le travail est devenu un luxe rare, où l'interaction avec la société globale est tributaire des ruptures de charge d'interminables transports en commun, se sont inventées des clôtures communautaires où l'exacerbation récente du halal le plus strict multiplie les interdits, tient les enfants à l'écart des cantines scolaires et prohibe les mariages mixtes.

Ces mécanismes de défense et de survie interrogent notre capacité à faire France s'ils persistent. Mais rien n'empêche d'y porter remède – à condition d'avoir le courage de porter sur la France d'aujourd'hui, sur les failles sociales qui provoquent des cliva-

Ce mutisme, cette myopie, touchant aux principaux enjeux de notre devenir citoyen, sont nourris par le calcul millimétré des supputations électoralistes

ges, et que l'inanité du débat politique traduit en antagonismes badigeonnés du vocable de culture ou de civilisation, le regard sans concession des sociologues qui labourent le terrain et prennent les trains de banlieue et autres omnibus.

Prenons un exemple : combien de députés issus des milieux populaires notre Assemblée nationale, qui représente et symbolise la nation, va-t-elle compter en juin ? Combien de parlementaires issus des cités, nés Français, éduqués ici, et dont les familles sont venues, il y a deux, voire trois générations, d'Afrique du Nord et d'Afrique noire notamment, participent à la reconstruction de la France exsangue de l'après-guerre et y ont laissé leur santé ?

A la fin de la guerre d'Algérie en 1962, le général de Gaulle avait mené une politique courageuse de promotion des élites issues des Français musulmans ; les circonstances étaient autres, mais n'y aurait-il pas lieu, surtout pour eux qui s'inspirent de son héritage, de s'en souvenir ? Que nos partis politiques commencent par s'assurer que les quartiers populaires et les cités seront représentés par leurs habitants dans la prochaine législature – sans quoi les déplorations sur la montée des communautarismes et le clash des civilisations resteront des larmes de crocodile. ■

G Gilles Kepel est professeur à Sciences Po et auteur ; il vient de publier chez Gallimard « Quatre-Vingt-Treize » (312 p., 21 €) et « Banlieue de la République » (544 p., 28,90 €)